Coordonnées

Représentant légal de la structure régionale (attention : vérifier le mandat du Président ou du représentant. Certains statuts nécessitent, par exemple, un mandat spécifique pour une action en Justice).

Adresse de la structure régionale

Madame, Monsieur le Procureur de la République

Tribunal Judiciaire de (ressort géographique\* )

Adresse

LR/AR (conseillée, même si une lettre simple est possible)

Objet : dépôt de plainte

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

J’ai l’honneur de m’adresser à vous en ma qualité de Président de la structure régionale des SPSTI de TELLE REGION. Cette structure, association dite loi 1901, a pour mission de (*voir les statuts et la formulation relative à la défense des intérêts des SPSTI du territoire*).

Ces Services ont pour mission d’éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail et sont organisés par les employeurs en application de l’article L 4622-1 du code du travail.

Financés par les employeurs qui adhèrent, afin de remplir leur obligation en matière de prévention du risque professionnel, l’article L4622-6-1 du même code, leur impose un agrément de la DREETS pour approuver leur fonctionnement et leur conformité au régime juridique détaillé qui les régit.

Ceci posé, je vous informe des faits suivants.

Certains de leurs adhérents ont dit avoir été démarchés par une structure dénommée MEDISPACE ; laquelle leur propose des visites médicales à distance, *via* ce qui est présenté comme un service de santé au travail dénommé GST.

Les adhérents ainsi démarchés ont, dans ce cadre, reçu deux éléments écrits datant de 2019, l’un étant une notification de la DREETS locale des délais règlementaires d’acceptation tacite d’une demande d’agrément sur recours et l’autre une « auto-attestation » d’agrément de la part de Monsieur Patrick AUGUSTIN en sa qualité de président du GST.

Ces documents (en pièces jointes) font ainsi conclure à l’octroi d’un agrément au GST.

Or, il apparaît que cette structure n’est nullement référencée sur la liste officielle recensant les Services dûment agréés.

<https://idf.drieets.gouv.fr/Les-services-de-sante-au-travail-interentreprises-agrees-par-la-Drieets>

Cette situation nous fait craindre l’existence d’un faux et l’utilisation d’un faux.

(ajouter tout autre élément factuel, identifier quels interlocuteurs pourraient répondre au Parquet, etc…)

Je vous précise que cet état a alimenté le départ de plusieurs employeurs adhérents aux Services agréés que nous représentons à l’échelon régional, au profit du GST, ce qui pourrait mettre des employeurs en situation irrégulière et priver des salariés à suivre d’une structure dont le fonctionnement est approuvé par la tutelle, ce en infraction avec les règles du code du travail et celles du code pénal.

Je vous remercie de considérer ce courrier comme un dépôt de plainte.  
  
Dans l’attente des suites que vous donnerez à ce courrier, je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur le Procureur de la République, l’expression de ma plus haute considération.

Commune, date,

Signature Monsieur DUPONT-DUPONT

P.J

Copie de la CNI

Copie du PV ou des statuts confiant mandat d’ester en Justice à Monsieur DUPONT-DUPONT pour le compte de la structure régionale

Copie des pièces susceptibles d’être produites (Notification du 22 juillet 2019 et attestation de monsieur AUGUSTIN, autres)

\*http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/liste-des-juridictions-competentes-pour-une-commune-22081.html